



bien vivre

Domaine d'étude de master « Soutenabilité et hospitalité : bien vivre »

Séminaire « (In-)hospitalité des lieux ? »

Mémoires 2019-2020



EN RÉPONSE AUX PROBLÉMATIQUES DES BIDONVILLES MARSEILLAIS,
LA POSITION MILITANTE ET ENGAGÉE DE L'ARCHITECTE

Mémoires 2019-2020

Séminaire « (In)hospitalité des lieux ? »,
département de master « Soutenabilité et hospitalité : bien vivre »,
École nationale supérieure d'architecture de Marseille,
184, avenue de Luminy, case 924,
FR-13288 Marseille Luminy, CEDEX 9

Équipe encadrante :
Évelyne Bachoc, Arianna Cecconi, Arlette Hérat,
Jean-Marc Huygen et Nadja Monnet.

© textes et photos : auteur-e-s, sauf mentions.
© photo de couverture : d'après Oumeima El Fekih.

Voir les autres travaux du séminaire :
<https://www.marseille.archi.fr/enseignements/productions-pedagogiques-de-lensam/de4/in-hospitalite-des-lieux/>

Laura PERILLAT-AMÉDÉE
Sous la direction de Arianna CECCONI et Nadja MONNET

SOMMAIRE

Introduction	7
1. Contexte	9
1.1. Les enjeux politiques des bidonvilles	
1.2. Les acteurs	
1.3. L'association Architectes Sans Frontières dans le cas des bidonvilles marseillais	
1.4. Méthodologie	
2. Le Militantisme	19
2.1. Un choix personnel pour défendre une cause qui nous tient à cœur	
2.2. Une participation intéressée	
2.3. Un investissement personnel important	
2.4. Une professionnalisation de l'acte militant	
2.5. Une autre pratique de l'architecture...	
2.6. ...qui a beaucoup à apporter à l'architecte	
2.7. Vers d'autres engagements	
Conclusion	30
Bibliographie	32
Annexes	34

RÉSUMÉ / Alors que dans l'opinion publique, les bidonvilles en France auraient disparu, cette réalité est encore bien présente, avec, ne serait-ce qu'à Marseille, 30 bidonvilles accueillants près de 800 personnes. Ce travail propose de revenir sur les enjeux politiques et l'action de différents acteurs autour des problématiques posées par ce mode d'habitat. Il se focalise également sur le rôle que l'architecte peut jouer dans l'amélioration des conditions de vie de ces personnes. C'est par le biais d'entretiens et d'échanges avec des membres de l'association Architectes Sans Frontières (ASF) à Marseille, qu'il a été possible de comprendre les formes d'engagement associatifs et militants de l'architecte face à la question des bidonvilles, mais également d'identifier les personnes qui s'engagent autour de ces problématiques. Il s'est agi de tenter de comprendre comment elles en sont venues à s'impliquer dans une action collective, et quelles ont été leurs motivations ainsi que leurs attentes.

MOTS-CLÉS

Architecture
Architectes Sans Frontières
(ASF)
Bidonville
Marseille
Militantisme
Association
Engagement

Introduction

Par l'écriture d'un mémoire dans le cadre de la licence, ainsi qu'un volontariat en Amérique du Sud au sein de l'association *Un Techo para Chile*, j'ai commencé à prendre conscience du rôle que l'architecte pouvait jouer dans l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté. Souhaitant continuer d'explorer cette thématique dans le cadre du séminaire de master, je me suis, dans un premier temps, intéressée aux bidonvilles en général ainsi qu'aux enjeux politiques qu'ils engendraient, pour ensuite, recentrer mes recherches sur les parcours d'engagement des personnes membres d'une association ou d'une organisation militante.

Dans l'optique de comprendre les formes d'engagement associatifs et militants de l'architecte face à la question du mal logement et notamment celle des bidonvilles, c'est au sein de l'association Architectes Sans Frontières (ASF) que j'ai décidé de confronter les données de mes lectures théoriques avec la réalité marseillaise. C'est par le biais d'entretiens et d'échanges avec les membres d'ASF que j'ai souhaité identifier ces personnes qui s'intéressent aux questions de la médiation face à la question des bidonvilles. Je me propose de comprendre comment ces personnes en viennent à s'impliquer dans une action collective, par quelles étapes sont-elles passées, quelles sont leurs motivations, comment viennent-elles à construire des stratégies professionnelles, quelles sont leurs attentes, difficultés, pourquoi souhaitent-elles travailler sur cette thématique de l'habitat précaire et de l'urgence permanente?...

Pour comprendre ma démarche, il me semble

important de commencer par situer brièvement les enjeux politiques de la problématique du bidonville, avant de présenter plus en détail l'Association Architectes sans Frontières (ASF) la méthodologie d'entretien; et, pour finir, développer la question de l'engagement militant de l'architecte face aux questions du bidonville.

1. Contexte

1.1. Les enjeux politiques du bidonville

Il est très difficile de définir cette notion, dans le sens où les usages du terme ne renvoient pas à des espaces homogènes. Il n'existe pas un seul et unique type de bidonvilles. Tous ont des spécificités bien particulières. Thomas Aguilera et Tommaso Vitale définissent les bidonvilles comme « *une occupation plus ou moins durable d'un terrain sur lequel des habitations sont construites à partir de matériaux de récupération, disposant ou non d'un accès aux infrastructures de services (eau, électricité), généralement de façon informelle* » (Aguilera, Vitale, 2015). La définition de Marc Bernardot (2016 : 128) et celle de Michel Agier (2016 : 19) s'en rapproche. Ils nous expliquent que les bidonvilles sont avant tout caractérisés par la précarité et l'urgence. Ils sont fait d'objets de récupération et s'établissent de façon informelle. Ils expriment également l'idée, que les bidonvilles, qui sont à l'origine des campements d'urgence et qui sont censés n'être que provisoires, finissent quasiment tous par s'installer dans la durée.

Michel Agier date l'apparition des premiers « *camps d'infortunés* » (Agier, 2016 : 19) à la fin du 19^e siècle avec les camps d'internement, créés à Cuba par l'administration coloniale espagnole.

Ces campements entrent dans la catégorie d'« *habitats en marges* » (Durand-Lasserve, 1986), catégorie qui regroupe également les quartiers d'habitats spontanés, les logements insalubres, *etc.*, chacune de ces formes d'habitat ayant une organisation, un statut foncier, un processus de développement bien particulier.

Selon Alain Durand-Lasserve, « *le terme de marge s'entend selon une triple acception géographique, sociale et urbanistique. En géographie, la marge désigne la périphérie, la banlieue, une situation éloignée du centre-ville et proche des bordures de l'agglomération. En sociologie, la marginalisation est voisine du processus d'exclusion. En urbanisme, la marge renvoie à des logements construits en dehors des normes.* » (Durand-Lasserve, 1986). Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les habitats en marges sont loin de représenter un poids minoritaire dans les villes en développement, ne serait-ce que d'un point de vue du pourcentage de la population. Aujourd'hui, le nombre de personnes encampées dans le monde s'élève à plus de vingt millions, dont 6 millions vivent dans des campements de fortune.

Les personnes résidant dans les « *campement d'infortunés* » vivent dans la pauvreté et sont pour la plupart itinérants. Itinérants, non pas par choix de vie, mais parce que la précarité et l'insécurité les poussent à partir à chaque fois. Ces personnes passent leur temps à fuir, et la nécessité les pousse à se loger dans l'urgence. Ces personnes peuvent être qualifiées d' « *infortunées* » ou de « *réfugiées* ». Michel Agier propose également le terme de « *personnes encampées* » (Agier, 2016 : 18).

Leur habitat apparaît comme précaire, prêt à disparaître à tout moment. Mais comme l'explique Michel Agier, parler de « *campement précaire* » (Agier, 2016 : 18) est un pléonasme, puisque que par définition le campement suppose et contient la précarité. Saïd Belguidoum (2009) nous explique, à travers le cas du bidonville de Fontblanche à Cassis, que le campement doit faire face à de nombreuses contraintes : des contraintes physiques, liées à la topographie ou à l'espace disponible ; des contraintes institutionnelles, liées à la tolérance des autorités ; et des contraintes

matérielles, liées aux ressources tant économiques que les matériaux de construction disponibles. En effet, les campements sont faits d'objets de récupération trouvés pendant la marche jusqu'au campement. Ces personnes doivent improviser avec leurs possibilités financières et ce que le site veut bien leur offrir. Leur abri doit être montable et démontable rapidement, mais également déplaçable, pour ne pas avoir à tout recommencer de nouveau en cas de changement de camp. Quand les réfugiés ou les immigrés se sentent plus en sécurité dans un lieu, ils vont améliorer leur abri, l'agrandir, le construire en dur, avec plusieurs pièces et sur plusieurs étages. Ces campements ne sont jamais pensés pour une installation pérenne, même lorsqu'ils durent, le manque de confort est notable.

Habiter le campement, signifie donc habiter le mouvement, habiter en mouvement.

L'étude des trajectoires des migrants montre que ces campements se forment généralement là où le périple de ces populations rencontre un obstacle, notamment au niveau des frontières. La temporalité devient très vite un critère de réalité importante dans les campements. Ils sont construits pour le moment présent et ne savent pas ce qu'ils seront demain, s'ils existeront encore.

Michel Agier évoque l'idée qu'on puisse utiliser le terme de « *zone d'attente* » (Agier, 2016 : 28) pour qualifier ces campements. Les frontières deviennent donc des espaces de mise en attente où s'organise la vie des migrants en attente de reconnaissance, d'un logement, ou d'une prise en charge.

Dans l'attente, une solidarité entre les infortunés se crée. Le campement devient le support d'une vie sociale particulière et propre aux camps en question. « *Dans les campements s'inventent donc de nouvelles sociabilités et urbanités en marge. (...) Habiter le*

campement, c'est aussi habiter l'altérité, rencontrer l'hospitalité ou plus souvent se confronter à l'inhospitalité» (Amsellem, 2016 : 8).

Rappelons que toutes les villes, des plus anciennes aux plus récentes, n'ont été au début qu'un campement. C'est le même cas avec les campements d'infortunés où, avec, les temps, les réfugiés réinventent des urbanités ; le camp devient alors ville. A l'intérieur une nouvelle forme d'architecture se développe, une architecture qui se libère des formes imposées par le modèle occidental, une architecture innovante et créative qui cherche uniquement à être la plus pragmatique possible et répondre à une crise du logement. Ces campements peuvent être perçus comme une ville en kit, une ville que l'on peut construire et déconstruire facilement et où l'on retrouve tous les éléments fondateurs de la ville : la place, les commerces, les habitations.

De par leur image dérangeante, les campements sont mis à l'écart de la ville existante, créant alors une ville à l'extérieur de la ville, mais une ville qui ne figurera sur aucune carte : «*des non-lieux pour des non-citoyens*» (Agier, 2016 : 25). Michel Agier parle également de la ville des «*enfermés dehors*» (Agier, 2016 : 25). Et comme on l'a vu précédemment, les campements sont des habitats en marge de la ville et dont le sujet a longtemps été si tabou, qu'on a préféré le nier, le masquer, pour chercher à l'oublier plutôt que tenter de le résoudre. «*L'encampement, c'est peut-être enfin le découpage des zones dites "sensibles" de nos banlieues, avec son régime de discriminations et d'inégalités, d'absence des services publics de l'école ou de la santé.*» (Agier, 2016 : 22).

Depuis 2015, cette tendance commence à s'inverser, notamment par la mise en lumière de la crise des migrants par les médias. Rappelons-nous de cette image choc, d'un enfant migrant, mort échoué sur la

plage qui a fait la une des journaux mondiaux le 2 septembre 2015. Cette image a suscité une prise de conscience de la population mondiale sur la situation actuelle des migrants ainsi qu'une grande indignation sur les réseaux sociaux. Depuis, un nombre grandissant d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) s'engage dans ces questions de résorption, poussant également les acteurs publics à mettre en place de nouvelles politiques.

Michel Agier nous fait aussi remarquer que le campement des infortunés est porteur de nombreux paradoxes : «*on y manque d'eau mais tout est détrempé, on y souffre de froid mais on y meurt dans les incendies, on y redonne vie à des déchets mais on est traité comme tel*» (Agier, 2016).

Ces campements sont aussi «*une forme attirante ou repoussante, lieu de désir, de curiosité et de sollicitude ; ou lieu de répulsion, de rejet ou de racisme, de la part du "riverain" dérangé par cet encombrement urbain*» (Agier, 2016 : 17).

Le paradoxe le plus fort restant le fait que le campement est construit pour «*durer dans le provisoire [...] le caractère éphémère d'une installation qui pourtant n'en finit plus de durer, dissimulant ainsi une installation durable dans le provisoire*» (Belguidoum : 2009). Ces campements sont aussi porteurs de paradoxes politiques, en effet, certains acteurs publics voient au travers de cette urbanisation informelle, une manière d'autonomiser les populations dans la création de leur habitat, solutionnant alors eux-mêmes les problèmes de développement et facilitant ainsi le travail des pouvoirs publics. Il arrive même que les élus prennent en charges certains aménagements, liés aux réseaux, par exemple, en contrepartie du vote des habitants du quartier, lors de campagnes électorales.

Enfin, dans «*camper*» on peut également entendre «*décamper!*» (Meadows, 2016 : 13). En effet, ces

campements sont soumis à une révocabilité radicale et « au bon vouloir du voisinage et des autorités » de par leur image dérangeante dans la société. Ils peuvent donc, d'un jour à l'autre faire l'objet d'une opération de démantèlement ou de relogement, comme ce fut le cas pour le bidonville de Fontblanche où, dans le cadre de la résorption de l'habitat insalubre, « *quarante des habitants du bidonville seront relogés dans une résidence sociale construite sur leur ancien "village"*. *Les autres décédés ou rentrés en Tunisie* » (Belguidoum, 2009). A partir de là, l'avenir de cette population devient alors encore plus incertain...

1.2. Les acteurs¹

Autour des bidonvilles, on peut identifier trois grands groupes d'acteurs. On trouve d'un côté les habitants du bidonville, les principaux concernés par la situation, et, de l'autre, l'État et les autorités locales qui tentent de répondre à ces problématiques. Il y a aussi les ONG et diverses associations qui militent pour l'amélioration des conditions de vie de ces habitants et qui se retrouvent généralement à faire l'intermédiaire, entre autres, entre les réfugiés et les autorités. Mais le dialogue entre ces acteurs n'est pas toujours évident, aboutissant alors, de temps à autre, à des dissonances et des situations paradoxales. Il existe parfois une coprésence contradictoire entre le rythme des ONG et le rythme des vies des réfugiés. Les ONG s'ordonnent de travailler dans l'urgence, d'avoir tout le temps quelques chose à faire, ce qui contraste avec le rythme de vie des réfugiés, beaucoup plus lent, lié à l'ennui, à la mélancolie ou à la souffrance. Même si, en général, les savoir-faires et les tâches réalisées par les différentes associations sont complémentaires, il peut parfois arriver que le surnombre d'associations intervenants sur un bidonville engendre des

1. Cf. Annexe 4.2.
«Les acteurs autour du bidonville» p. 42.

conflits entre les réfugiés et les ONG ainsi qu'un manque d'efficacité.

En définissant les bidonvilles comme des « *produits politiques* » (Aguilera, Vitale, 2015), Thomas Aguilera et Tommaso Vitale montrent que les autorités ainsi que leurs politiques d'États contribuent davantage à entretenir les bidonvilles qu'à les résorber. Surtout que le problème des bidonvilles reste un sujet tabou pour les municipalités qui préfèrent, en général, nier ces problématiques plutôt que les résoudre.

Dans la suite de ce travail, je me consacrerai à l'un de ces groupes d'acteurs : les associations, afin d'identifier quelles sont ces personnes qui s'engagent autour des problématiques posées par le bidonville, de comprendre quelles peuvent être leurs motivations, quel a été leur parcours de vie, les étapes par lesquelles elles sont passées,... et ceci dans le contexte marseillais.

1.3. L'association Architectes Sans Frontières dans le cas des bidonvilles marseillais

Alors que dans l'opinion publique, les bidonvilles en France auraient disparu, « *en France, la pauvreté et l'exclusion obligent près de 20 000 personnes à vivre dans des bidonvilles. On n'en compte pas moins de 429 aujourd'hui.* »², dont 800 personnes à Marseille, réparti dans 30 bidonvilles.

Face à ce constat, l'Association Architectes sans Frontières, fondée en 1979, tente d'accompagner ces personnes afin qu'elles atteignent une situation de droits communs.

Comme on a pu le voir précédemment, les bidonvilles sont soumis au bon vouloir des autorités, et ses habitants se retrouvent souvent expulsés, parfois relogés de manière temporaire. Architectes sans Frontières, avec l'aide d'autres associations tel que JUST,

2. Données ASF, http://asffrance.org/wordpress/wp-content/uploads/2017/04/planches_plaidoyer_.pdf

Médecin du Monde, Rencontre Tsiganes,..., cherche à lutter contre « ces expulsions systématiques et contre-productive des lieux de vie », à les aider à améliorer leur logement, à faire valoir leurs droits civils, à trouver un travail, à scolariser les enfants, ... Leur constat est simple : si les politiques d'expulsions et de démantèlements des autorités publiques ne sont pas accompagnées d'un suivi d'insertion des habitants, elles ne sont pas une solution pérenne face aux problématiques posées par les bidonvilles. En effet, ces expulsions à répétitions stigmatisent davantage les réfugiés qui perdent de nouveau confiance, qui retrouvent la peur de dormir dans la rue et qui finiront ensuite par aller construire un autre campement plus loin. Selon eux, la résorption des bidonvilles « ne passe pas par le déplacement des personnes contraintes d'y vivre, mais par leur inclusion dans la société. La temporalité de ces parcours d'insertion doit impérativement être prise en compte par les pouvoirs publics locaux et nationaux. (...) Cette stabilisation doit absolument s'articuler avec un accompagnement social, juridique et professionnel pour tous les habitants, de façon inconditionnelle, afin de les accompagner vers l'accès au droit commun dans tous les domaines. »³

1.4. Méthodologie

Afin d'identifier quelles sont ces personnes qui s'engagent et militent pour l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles, de comprendre quelles peuvent être leurs motivations, quel a été leur parcours de vie, les étapes par lesquelles elles sont passées, ... j'ai décidé d'aller à la rencontre de différents acteurs de l'association Architectes Sans Frontières. J'ai pu rencontrer trois personnes⁴, chacune ayant un statut différent au sein de l'association, permettant ainsi de confronter des regards potentiellement

3. Données ASF, http://asffrance.org/wordpress/wp-content/uploads/2017/04/planches_plaidoyer_.pdf

4. Cf. Annexe 1 « Tableau d'entretien » p. 35.

différents mais complémentaires. J'ai tout d'abord rencontré Camille, une ancienne stagiaire puis Coline, en service civique, ainsi que Stéphane, le président de l'association. Par le biais d'un entretien semi-directif⁵ et d'une approche biographique, je me suis intéressée à leur trajectoire complète et non seulement à la séquence « ASF », en les questionnant sur leurs parcours de vie, parcours scolaires, associatif, professionnel, j'ai cherché à comprendre comment ils en étaient venus à s'interroger sur la question du bidonville, quel a été leur déclic, ... J'ai également voulu comprendre la nature de leur engagement militant, s'il était seulement lié aux bidonvilles, ou si d'autres causes leur tenaient à cœur, de comprendre également ce qu'ils recherchaient au travers de ce(s) engagement(s) et ce que cela leur apportait...

En plus des entretiens, j'ai également pu réaliser deux journées d'observation participante. La première en tant que bénévole sur un chantier au squat Saint Just⁶ où plusieurs associations étaient présentes, dont YesWeCamp, ASF, et Unis-Cité et plusieurs chantiers étaient à l'ordre du jour : réparation des vitres cassées, réalisation de douches, réparation de la rampe de secours, et réalisation d'un plan de travail pour la cuisine.

Cette journée a été très riche. Elle m'a permis d'observer la relation, l'organisation et le dialogue entre différentes associations. Par exemple, les membres de YesWeCamp étaient plus spécialisés dans la construction et se sont donc occupés d'apporter les matériaux, les outils et d'expliquer les techniques de construction, tandis qu'ASF s'était occupé, précédemment, de réaliser les plans de secours incendie. J'ai également pu observer les relations entre les associations et les habitants du squat. Un certain nombre d'entre eux était intéressé par le chantier et ont souhaités venir nous aider même si beaucoup ne parlaient pas français.

5. Cf. Annexe 2 « Grille d'entretien » p. 35.

6. Cf. Annexe 3 « Compte-rendu d'une journée à Saint Just avec ASF » p. 39.

Et la seconde, en tant que participante aux rencontres de la société civile organisées par la fondation Abbé Pierre⁷. Cette journée, aux contacts de nombreux acteurs (salariés d'associations, bénévoles, représentants de collectifs d'habitants), m'a permis de prendre du recul, de porter un regard plus général sur l'ensemble des acteurs militants qui s'engagent sur la question du mal-logement dans le contexte marseillais, de comprendre quelle est la position de chacun suivant son statut ou son vécu. De manière générale, l'ensemble des personnes présentes avait une position très engagée et un avis très tranché face à cette problématique, même si ces positions n'allaient pas toutes dans la même direction.

7. Cf. Annexe 4 « Compte rendu des rencontres participatives de la société civile, organisée par la fondation Abbé Pierre » p. 41.

2. Le militantisme

C'est avec cette matière produite lors des entretiens et des observations participantes, le tout croisé avec l'état de l'art sur le parcours d'engagement réalisé en master 1 que naît cette seconde partie sur le militantisme des architectes.

2.1. Un choix personnel pour défendre une cause qui nous tient à coeur

Selon Philippe Aldrin, professeur des universités à Science Politique d'Aix en Provence, l'engagement militant est spontané et le résultat d'un choix personnel. Plusieurs étapes peuvent mener à un acte militant. Il cite notamment « *l'éveil d'une sensibilité citoyenne, la naissance d'une conscience politique, l'affirmation d'une préférence idéologique, les fréquentations militantes, l'évènement déclenchant, l'adhésion, la découverte de la réalité militante* » (Aldrin, 2009). Cela fait écho à ce que le président d'ASF a évoqué lors de l'entretien à propos de la fondation de la délégation marseillaise d'ASF.

« On s'est retrouvé à se dire qu'il y avait des questions qui restait sans réponse sur le territoire. On venait tous de dynamiques plutôt militantes, par exemple, Lucia faisait partie, avant ça, d'ASF Madrid. Anne-Lise elle, était déjà active, elle faisait partie du conseil d'administration nationale de Paris et avait notamment été chargé de mission en Haïti. Et pour ma part, j'ai une expérience plus locale où ça faisait quelques années que je m'investissais sur la question des bidonvilles à travers d'autres associations » (Stéphane). Mais Philippe Aldrin explique également que les choix

personnels, ne sont pas si personnels que ça, ils sont, de près ou de loin déterminés par le milieu social de la personne. Par exemple Coline a évoqué, lors de l'entretien, son enfance en Afrique du Sud où elle a été amenée à voir la pauvreté :

« C'est peut-être lié à quelque chose de personnel. En fait, j'ai grandi en Afrique du Sud et du coup j'ai toujours vu la misère à côté de chez moi. Et au bout d'un moment ça travaille et tu te dis est ce que je peux faire quelque chose pour ça et c'est assez frustrant quand tu fais un métier comme architecte où au final ce n'est pas ceux qui ont le plus besoin pour lesquels ont fait quelque chose. Donc c'est pour ça que je me suis intéressé à ça » (Coline).

Les deux autres personnes ont également évoqué des voyages marquants. Pour Camille, ce fut un voyage en Gambie ainsi que de nombreux voyages lorsqu'elle était plus jeune avec ses parents, qui lui ont permis d'aiguiser sa curiosité. Stéphane, quant à lui, a évoqué un voyage à Lisbonne, une ville avec une gentrification très forte où il a été confronté à une population précaire présente dans les bidonvilles en marge de la ville. Le déclic lui est également apparu lors de son travail dans les quartiers Nord, dans le cadre de son travail au sein d'une autre association, le Bureau de l'Envers.

2.2. Une participation intéressée

Faire partie d'une organisation militante permet notamment de défendre une cause qui nous tient à cœur. Mais la participation est rarement désintéressée, Amélie-Elsa Ferland-Raymond et Annick Mercier (in : Guillaule, Quéniart, 2004) parlent également de participation « individualiste » où les personnes utilisent le bénévolat pour affirmer une identité et une place dans le monde. Camille a expliqué que son engagement au sein de l'association a influencé sa

vision de l'architecture et lui a permis d'affirmer une position en tant qu'architecte :

« Un côté politiquement engagé, qui est hyper ancré et qui se ressent dans tout ce que je fais, que ce soit séminaire, projet, option, etc. » (Camille).

Laurent Willemez nomme ce gain le « *capital militant* » (Guillaule, Quéniart, 2004).

L'un des autres gains militants que l'on pourrait évoquer est celui du Curriculum Vitae (CV). En effet, faire partie d'une organisation militante permet d'étayer son CV et ainsi se donner plus de chance d'accéder au marché de l'emploi, mais également « *d'investir l'espace médiatique et public, d'y obtenir une certaine notoriété et une sympathie de la part de la population, de nouer des contacts, de profiter de certains services gratuitement, d'affirmer une nouvelle identité sociale* » (in : Guillaule, Quéniart, 2004). C'est ce que confirment les entretiens réalisés, où chacune des personnes interrogées, ne se cache pas d'avoir gagné une expérience qui pourra être mis au profit d'un autre domaine.

« Je me suis dit ça me servira d'expérience dans tous les cas, que ça se passe bien ou que ça se passe mal. Je n'étais pas rémunérée, mais je savais que ça comptait pour mon stage de master. Il y avait mine de rien quelque chose derrière. Je trouve ça compliqué de s'engager autant pour une association, si tu ne sais pas ce que ça peut vraiment t'apporter » (Camille).
« Cela m'a ouvert de nouvelles portes d'un point de vue professionnel. Cela m'a apporté beaucoup de compétences techniques sur ces questions du mal logement, mais également des méthodologies de travail, des méthodologies qui sont de l'ordre du social » (Stéphane).

L'engagement au sein d'une association permet également d'étayer son carnet de contact, qu'il soit professionnel ou même amical.

« C'est quasiment grâce à tout le réseau d'ASF que

j'ai pu trouver du travail. Au final, tout marche de bouche à oreille, surtout ici. C'est comme ça que tu trouves du travail, il n'y a pas de secret.» (Coline)
«Oui, cela a créé beaucoup de contacts, mais cet engagement chez ASF a également créé de belles amitiés» (Stéphane).

Même si certes, à l'origine l'engagement est le résultat d'une volonté personnelle, par la suite la dimension collective prend le dessus. Les personnes militantes agissent au nom d'une association et non en leur personne. Par exemple, lors de l'entretien, Stéphane a laissé sous-entendre cette question du «*je*» face au «*nous*». Il a commencé sa phrase par «*je*», avant de se reprendre :

«“Je”, enfin je vais dire “on” parce qu'on le fait de manière collective, mais l'idée, c'est d'essayer de trouver des réponses aux grandes problématiques qui sont liées à l'habitat. Aujourd'hui, on a un nombre important de personnes qui sont soit mal logées, soit pas logées, et donc on essaye d'apporter des réponses à ces questions-là.» (Stéphane)

2.3. Un investissement personnel important

Laurent Willemez pense que l'évolution de la trajectoire militante oscille entre bénéfiques et contraintes, tout en assurant une cohérence avec ses opinions personnelles. Les personnes interrogées ont toutes évoqué la quantité importante de temps qu'il faut consacrer lorsqu'on fait partie d'une association. Il faut savoir trouver le juste milieu entre consacrer du temps à l'association, mais également en garder pour soi.

«Je dirais surtout une contrainte au niveau du temps. Même cela est un choix de vie personnel, dès que cela devient une contrainte, je pense qu'il faut se poser des questions» (Stéphane).

L'investissement personnel des membres au sein du collectif est très important. Mais pour des raisons de sécurité financière, il est courant que ces membres cumulent une seconde voir une troisième activité, parfois non-architecturale. Pour les personnes interrogées, ces activités extérieures sont certes une source d'enrichissement, mais elles aimeraient, que dans le futur, l'association puisse devenir une profession à part entière. C'est ce que raconte une personne interrogée par Audrey Bechemin (2019) *«En effet, refusant de travailler “pour se faire du pognon”, et choisissant les projets selon leurs convictions, “par passion et militantisme” le compromis sur la pratique architecturale n'est jamais envisagé, “plutôt accepter moins pour travailler comme on l'entend”, et cela au détriment d'apports financiers qui sont souvent maigres voire inexistantes».*

Cet aspect financier est également ressorti lors des entretiens que j'ai pu réaliser *«Ça ne paye pas. Par exemple, chez ASF tu n'es pas rémunéré. Ça serait quelque chose de génial, mais à partir du moment où tu n'es pas rémunéré, ça pose forcément des questions» (Coline).* Elle m'a alors expliqué qu'elle travaillait donc dans une agence d'architecture à côté *«il faut bien gagner sa vie.»* et qu'elle n'avait donc plus beaucoup de temps à consacrer à ASF. *«Si des associations comme ASF pouvaient vraiment salarier des personnes, ça serait chouette. C'est sûr que pour travailler pour des personnes qui sont dans le besoin, il n'y a pas forcément d'argent. Donc tu fais ça à côté. Il y a pas mal de personne qui font des thèses ou des recherches car du coup elles ont ce temps-là d'expérimentation, de terrain d'étude. C'est le cas de quelques-unes dans nos équipes qui utilisent les projets d'ASF comme terrains d'étude. Ou alors des personnes qui sont au chômage et qui ont besoin de faire quelque chose» (Coline).*

Le président d'ASF m'a également expliqué avoir une autre activité à côté *«Oui j'ai un travail à côté, car ASF*

est une activité bénévole qui ne me permet pas de vivre, donc j'ai mon activité d'architecte libéral, ça s'appelle "Tout va bien architecture, et un peu d'enseignement en tant que vacataire à l'ENSAM et de temps en temps dans d'autres écoles, à Belleville aussi» (Stéphane).

Par conséquent, l'engagement des personnes interrogées, dépassent rarement deux jours par semaine si ce n'est moins.

2.4. Une professionnalisation de l'acte militant

Comme l'énonce Philippe Aldrin, il existe une professionnalisation des associations, notamment au niveau du processus de recrutement. En effet, l'une des personnes interrogées m'a expliqué avoir dû envoyer un CV et une lettre de motivation avant de pouvoir passer un entretien pour obtenir son stage. Cette personne a également considéré son stage comme un travail de par les nombreuses responsabilités qui lui ont été confiées. On peut alors parler d'une métaphore professionnelle, où le militantisme peut être considéré comme un travail. Howard Becker et Charles Wright Mills parlent à ce sujet de «*carrière militante*». (in : Morel, 2013).

Le président de l'association a également qualifié son engagement dans l'association de travail, même s'il n'est pas rémunéré pour cela. Il a aussi évoqué le fonctionnement pyramidal de l'association, même s'il aimerait par la suite tendre davantage vers un fonctionnement horizontal.

«Nous, dans notre cas, on a ce fonctionnement-là, qu'on va appeler pyramidale, mais on essaye de ne pas s'y tenir. On essaye de répartir au maximum les missions de chacun des membres du conseil d'administration de manière à faire en sorte que le poste de président soit un peu moins lourd que ce qui pourrait être» (Stéphane).

2.5. Une autre pratique de l'architecture...

Les architectes membres d'association se revendiquent rarement «*architecte*», car «*l'architecture est une passion, et l'exercer en devient un loisir*» (Bechemin, 2019). L'architecte membre du collectif se positionne comme «*un médiateur*», cherchant à valoriser le savoir-faire de chacun, prônant cette vision altruiste de l'architecture. «*L'architecte n'est plus "l'inspecteur des travaux finis" mais s'implique dans la construction*» (Bechemin, 2019). À la question «*vous considérez-vous architecte ?*», Coline a répondu : «*Je suis architecte parce que j'ai un diplôme d'architecture, mais est-ce que je le suis vraiment, je ne sais pas, je ne sais même pas suivre un chantier. Je pense qu'il y a mille façons d'être architecte. Je suis architecte en apprentissage.*». Tandis que pour Stéphane «*Être architecte, c'est arriver à être la connexion entre différents milieux. Une diversité de compétences à la croisée entre différents mondes. Je dirais qu'être architecte, c'est savoir comment utiliser différents outils et s'inscrire dans un lien fédérateur. Oui, je me revendique architecte*».

Lors de ces entretiens, l'une des choses qui est également ressortie est la valeur humaine de l'architecture :

« On ne pense pas assez aux humains, aux humains qui vont habiter les logements qu'on fait ; il y a un décalage complet entre nos projets et la réalité. Il y a aussi tout ce qui est participatif, il faut vraiment communiquer. À un moment donné, tu ne peux pas faire un projet pour quelqu'un si tu ne communique pas avec, si, limite, tu ne vis pas avec lui pendant cinq jours pour comprendre comme il vit. Ça rejoint un peu comprendre la culture, les modes de vies, les traditions » (Camille).

« Tu te rends compte que tout le monde n'a pas envie de vivre comme toi. Ce qu'il y a de plus difficile, c'est

d'inclure les habitants dans la démarche, mais des fois, ils ne ressentent pas l'intérêt de participer. C'est un peu un point sensible, c'est que c'est toi qui te projettes dans là où ils vont vivre et pas forcément eux, et je trouve ça très difficile de trouver la limite, surtout quand tu n'as pas la même situation économique, que tu ne sais pas ce que c'est que d'habiter dans un bidonville et de fuir une crise. Toi, tu arrives à te projeter car tu as un mode de vie stable, et eux n'ont pas du tout ça, ils ne se projettent pas du tout dans l'avenir, ils vivent au jour le jour, c'est pour ça qu'il est très difficile de parler de projet avec eux » (Coline).

De manière subtile, il est ressorti dans les trois entretiens un manque face à ces questions dans l'enseignement proposé à l'école. Un manque de la dimension humaine dans les projets réalisés à l'école, un manque de rencontre avec les habitants, mais aussi un manque d'information sur cette réalité de la précarité et ce qui se passe par exemple dans les quartiers nord de Marseille. Dans le cas de Camille, qui était membre d'ASF en parallèle de ces études d'architecture, être au contact de la réalité lui a fait prendre conscience de ces manques. Mais cela lui a aussi fait porter un autre regard sur la manière d'appréhender ces études.

« J'ai eu l'impression d'être en alternance, j'ai adoré avoir ces deux rythmes, entre l'école où on est là derrière une table à apprendre des choses théoriques que t'oublies une semaine après le partiel et à faire des projets où au final l'évolution de ton projet dépend de ton prof qui dit oui ou non. À faire des projets concrets où tu as une participation des habitants, ce n'est pas du tout le même rythme et ce n'est pas du tout les mêmes relations avec les autres personnes. Tu te sens beaucoup plus utile. À l'école, tu sais que tu ne parleras plus de ton projet dans six mois, et tu sais qu'il n'évolue pas selon toi ou selon les besoins et envies des habitants, parce que les habitants

n'existent pas, mais selon l'avis et les principes de ton prof » (Camille).

2.6. ... qui a beaucoup à apporter à l'architecte

Dans les trois entretiens, il est également ressorti l'idée qu'en tant qu'architecte, nous avons beaucoup à apprendre des bidonvilles. Selon Stéphane, ils ont certes, par le passé été à l'origine de la fondation des villes, mais si de nos jours cette idée n'est plus tout à fait valable, les bidonvilles ont aujourd'hui beaucoup à nous apprendre sur nos modes d'habiter et de consommer. C'est pour cela que les trois personnes interrogées ont fait allusion au recyclage et aux constructions écologiques, par exemple, à la question « *Avez-vous des projets déjà établis pour le futur ?* », Camille et Coline ont répondu qu'elles aimeraient, soit continuer à s'intéresser à cette question du mal-logement, mais qui ne débouche pas sur un travail rémunéré, soit se diriger vers le réemploi et les constructions écologiques ou expérimentales. En effet, le travail dans les bidonvilles permet de se rapprocher d'une simplicité d'habiter, simplicité dans le sens de sobriété, et de revenir ainsi vers des modes d'habitats plus sobres. Les situations de bidonvilles amènent la question de comment intégrer des matériaux de réemploi pour générer de l'habitat et donc réduire notre consommation de matière pour habiter.

Cette dimension soutenable a beaucoup à apporter à l'architecte. Selon Stéphane, « *avec nos outils d'architecte, on peut faire en sorte que ce réemploi soit porteur de sécurité et d'amélioration sanitaire. Donc typiquement moi c'est ça que je trouve intéressant dans ces situations-là, c'est comment ces gens qui sont en situations de précarité ont beaucoup à apporter à notre métier et à la population en générale, dans une sobriété d'habiter, qu'on pourrait appeler démarche écologique ou soutenable.* »

A ce propos, Stéphane, m'a également parlé de l'enseignement qu'il a reçu dans le studio de projet qu'il suivait en master : *« Il y avait clairement quelque chose de ce type-là qui faisait sens avec l'enseignement que j'ai eu et qui questionnait la manière dont on habite le territoire, la manière dont on consomme notre habitat, la manière dont on consomme de manière large les ressources auxquelles on a accès. »*

Les entretiens de Camille et de Coline se sont terminés sur leurs envies futures, et notamment sur leur envie de partir à l'étranger. Elles pensent toutes les deux qu'il y a beaucoup à apprendre de ce qui se passe ailleurs.

Tandis que les envies futures de Stéphane portent davantage sur l'avenir de l'association :

« On ne sait pas de quoi sera fait demain. Arriver à accompagner la restructuration de l'association, vivre de l'association, et du travail au sein de l'association. Faire en sorte que l'association soit une diversité de personnes avec des idéologies différentes. Arriver à partager au grand public et aux politiques une autre manière de vivre et imaginer la ville de demain. »

2.7. Vers d'autres engagements

À travers ces entretiens, j'ai également cherché à comprendre si l'engagement des personnes interrogées concernait uniquement le mal-logement et leur investissement chez ASF, ou si elles s'engageaient de manière plus générale, dans d'autres causes.

Camille et Coline, ont exprimé une certaine réticence face aux manifestations, de par les débordements qu'il peut en découler, *« ce côté regroupement ça me fait flipper de nos jours, il y a trop de monde. Ce n'est pas question du sujet ou de cause de la manifestation, c'est plus le côté débordements et l'effet de groupe qui me plaît pas du tout »* (Camille).

« Mais je suis de tout corps avec les gens qui y vont » (Coline).

Elles ont également exprimé une certaine frustration face aux pétitions, *« j'en ai signé quelques-unes, mais j'ai l'impression que ça ne sert à rien. Après ça m'arrive de donner pour des projets divers et variés »* (Coline).

De son côté, Stéphane, apparaît comme plus engagé, notamment sur la question de l'égalité hommes/femmes, sur la question de la démocratie au Moyen-Orient, l'écologie politique... Il m'expliquait que cela pouvait se faire par le biais de manifestation, de partage d'idée au sein d'un réseau, ou également à travers les réseaux sociaux, mais également parfois au sein d'ASF : *« Par exemple, chez ASF, on essaye d'avoir une équité hommes/femmes. Cela est pris en compte dans le changement de statut de l'association, on utilise également l'écriture inclusive. Lors de voyages en Grèce, j'utilise également des outils d'ASF pour accompagner les militants kurdes sur leur manière d'habiter. Je cherche à défendre des idéaux. Mais lorsque cela s'éloigne de mes principes, je prends du recul et me pose des questions »* (Stéphane).

Conclusion

Comprendre, par une approche biographique, le déclic de l'engagement des personnes interrogées ainsi que leur parcours s'est révélé bien plus enrichissant que je ne le pensais.

Au travers de ces entretiens, je me suis rendu compte que la succession des événements les uns par rapport aux autres, dans le parcours de vie de ces personnes, à son importance. Le déclic d'un tel engagement n'est pas impulsif, mais le résultat d'une conscience sociale et politique qui a pris racine à travers différents événements du parcours de vie. Il est, par conséquent, très difficile de tirer des généralités sur ces personnes qui s'engagent autour de cette question du bidonville, chacune ayant un parcours qui lui est propre. De ce fait, il me paraît également important de nuancer mon propos : l'échantillon de personnes interrogées dans le cadre de ce travail reste relativement faible et est, par conséquent, loin de représenter la majorité des personnes militantes.

Mais ce qui a été commun aux trois personnes rencontrées est cette envie de vouloir faire bouger les choses, de porter à travers leur engagement, des valeurs sociales, culturelles, politiques, mais avant tout humaines.

Ces entretiens ont aussi permis de mettre en évidence l'idée d'un apport réciproque et un échange de savoirs, où l'architecte a beaucoup à apporter aux bidonvilles, mais où finalement son engagement dans les bidonvilles lui apporte également beaucoup en retour : avec ses outils et ses compétences, l'architecte est capable d'améliorer la sécurité et les conditions sanitaires dans les bidonvilles, mais en retour

son engagement militant lui permet d'acquérir de nouvelles expériences et de nouveaux savoir-faire, qui pourront, entre autres, lui ouvrir de nouvelles portes sur le marché de l'emploi. Cela lui apporte également de nouvelles connaissances sur des modes d'habiter et de consommer qui sont propre aux bidonvilles, connaissances qu'il pourra mettre à profit dans d'autres situations de projet.

Je clôturerai ces réflexions avec les mots de Stéphane : *« Les valeurs de l'architecture sont, selon moi, la sensibilité, l'inventivité, la générosité. Il convient de proposer du rêve et de la dignité. »*

Bibliographie

Sur les bidonvilles et ses enjeux politiques

AGIER Michel, « Espaces et temps du gouvernement humanitaire », *Pouvoirs*, n° 144, 2013, p. 113-123.

AGIER Michel, « Habiter le mouvement, l'exception nomade », In : Fiona Meadows (sous la dir. de) *Habiter le campement*, Actes Sud et Cité de l'architecture & du patrimoine, Arles, 2016, p. 16-29.

AGUILERA Thomas, VITALE Tommaso, « Les bidonvilles en Europe, une production politique », *Revue Projet ; comprendre pour agir*, n° 348, 2015, p. 68- 76.

AMSELLEM Guy, « Habiter l'inhabitable ? », In : Fiona Meadows (sous la dir. de) *Habiter le campement*, Actes Sud et Cité de l'architecture & du patrimoine, Arles, 2016, p. 7-9.

ARCHITECTES SANS FRONTIÈRES (association) *Villes du futur, ville des inégalités ?*, Plaidoyer de l'ASF, 2017. URL : http://asfrance.org/wordpress/wp-content/uploads/2017/04/planches_plaidoyer_.pdf (consulté le 4 novembre 2019)

BELGUIDOUM Saïd, « Les avatars de l'immigration du deuxième âge, Chronique des "oubliés" de Cassis », *NADQ*, n°26-27, 2009, p. 235-245.

BERNARDOT Marc, « Campement d'infortunés, figures, topiques, politiques », In : Fiona Meadows (sous la dir. de) *Habiter le campement*, Actes Sud et Cité de l'architecture & du patrimoine, Arles, 2016, p. 126-137.

BORONAD Elodie, « Dharavi : des visions plurielles des bidonvilles », In: Arlette Hérat, Muriel Girard (sous la dir. de) *Habiter le Monde*,

Vivre Ensemble, Mémoires de séminaire 2012-2013, ENSAM, Marseille, 2014, p. 126-132.

DURAND-LASSERVE Alain, *L'exclusion des pauvres dans les villes du tiers-monde*, L'Hatmattan, Paris, 1986.

MEADOWS Fiona « Habiter le monde autrement ». In : *Habiter le campement*, Actes Sud et Cité de l'architecture & du patrimoine, Arles, 2016, p. 10-15.

Sur le parcours d'engagement et le militantisme

ALDRIN Philippe, « Les permanents sont-ils des militants ? », *Recherche socialiste*, 2009, p. 67-81.

BECHEMIN Audrey, JACQUEMIN Sophie, REVOUY Thomas, « Les collectifs : quelle influence pour l'architecture ? ». URL : <http://sasha-lab.be/sites/default/files/productions/Les%20collectifs%20Quelle%20influence%20pour%20l%27architecture.pdf> (consulté le 20 octobre 2019).

GUILLAUME Jean-François, QUÉNIART Anne, « Engagement social et politique dans le parcours de vie », *Lien Social et Politiques*, n° 51, 2004, p. 6-14.

MACAIRE Elise, « Collectifs d'architectes : expérimenter la coproduction de l'architecture », *Lieux Communs – Cahiers du LAUA*, n°17, 2015, p. 165-186.

MOREL Maxence, « Patricia Vendramin, L'engagement militant », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2013. URL : <https://journals.openedition.org/lectures/11912> (mis en ligne le 11 juillet 2013, consulté le 06 octobre 2019).

Sur la méthodologie

DUBAR Claude, NICOURD Sandrine, *Les biographie en sociologie*, Paris, La Découverte, 2017.

SOMMAIRE ANNEXES

1. Tableau d'entretien	35
2. Grille d'entretien	35
1.1. Objectifs de l'entretien	
1.2. Questionnaire	
3. Compte-rendu d'une journée à Saint Just avec ASF	39
4. Compte rendu des rencontres participatives de la société civile, organisée par la fondation Abbé Pierre (travail sur les mots)	41
4.1. La question du mal-logement	
4.2. Les acteurs autour du bidonville	

1. Tableau d'entretien

Prénom	Statut	Durée	Lieu	Date
Camille	Stagiaire	1h	ENSAM	24/10/19
Coline	Service Civique	1h	Terrasse de café	24/10/19
Stéphane	Président	1h	ENSAM	15/11/19

2. Grille d'entretien

2.1. Objectifs de l'entretien

Identifier qui sont ces personnes qui s'intéressent aux questions de la médiation dans le cadre d'ASF ?
Comprendre comment ces personnes en viennent à s'impliquer dans une action collective, par quelles étapes sont-elles passées, quelles sont leurs motivations, comment viennent-elles à construire des stratégies professionnelles, quelles sont leurs attentes, difficultés, pourquoi souhaitent-elles travailler sur cette thématique de l'habitat précaire et de l'urgence permanente?...

2.2. Questionnaire

Architectes Sans Frontières

Quel est votre statut dans l'association ? En quoi cela consiste-t-il ? Quelles sont vos missions ?

Avez-vous une autre activité à côté d'ASF ? (Professionnelle, scolaire, personnelle,...)

Comment en êtes-vous venus à travailler chez ASF ? Qu'est-ce qui vous a motivé pour « travailler » à ASF ?

Comment êtes-vous rentré dans l'association ? (entretien, lettre de motivation, CV...)

Depuis combien de temps travaillez-vous dans cette association ?

Qu'est-ce qui vous a motivé à rejoindre ASF ?

Que vous apporte cet engagement dans l'association sur le plan personnel, professionnel ?

Que vous apporte le travail dans les bidonvilles ? Et le contact avec les habitants ?

Recherchez-vous quelque chose en particulier en vous engageant dans l'association ?

Qu'est-ce qui vous intéresse le plus dans vos missions ? Et le moins ?

Avez-vous déjà travaillé sur cette thématique du mal logement et plus particulièrement sur celle du bidonville avant d'être à ASF ? Dans quel contexte ?

Pourquoi vouloir travailler autour de ces thématiques ? Avez-vous déjà travaillé sur des chantiers participatifs ?

Êtes-vous en contact/ relation avec d'autres associations militantes autour de cette question du mal logement, dans le cadre d'ASF, ou pour des raisons personnelles ?

Considérez-vous votre engagement chez ASF comme un travail ?

Êtes-vous rémunéré pour votre engagement chez ASF ?

Parcours :

Quel a été votre parcours scolaire ?

Avez-vous dû écrire un/des mémoire(s) pendant vos études ? Si oui sur quelle thématique ?

Quel a été votre parcours professionnel ?

Avez-vous eu un parcours familial particulier ? (démé-

nagement, divorce des parents, ... ?)

Avez-vous eu un « parcours personnel » particulier ? (voyages qui vous ont marqué, césure, participation à des workshops....)

Quel a été votre parcours associatif ? Avez-vous déjà travaillé dans d'autres associations avant Architectes sans Frontières ? Faites-vous partie d'autres associations actuellement ? Ou envisagez-vous de rejoindre une autre association ?

Soutenez-vous d'autres causes militantes par le biais de manifestation, de pétition sans forcément faire partie d'une association (sur le réchauffement climatique, pour des causes féministes, des manifestations étudiantes,) ? Si oui, participez-vous à ces mouvements seul ? ou avec des amis ou autre ?

Engagement militant :

Combien de temps par semaine consacrez-vous à ASF ? Et aux autres causes militantes ?

A partir de quelle période de votre vie avez-vous commencé à vous engager sur des causes politiques ? Et sur la question du mal logement plus particulièrement ?

Les personnes autour de vous, amis, famille, collègue s'engagent également ? Si oui sur quelles causes ?

Capital militant :

De par vos engagements dans l'association, avez-vous pu créer de nouveaux contacts ? Professionnels, amicaux ?

Pensez-vous que votre engagement chez ASF puisse vous ouvrir de nouvelles portes d'un point de vue professionnel ?

Selon vous quel a été le déclic de votre engagement ?

Pour vous quels sont les bénéfices et les contraintes de cet engagement ?

Architecture :

Vous revendiquez-vous architecte ?

Selon vous, quelles valeurs doit prôner l'architecture ?

Projets futurs :

Avez-vous des projets déjà établis pour le futur ?

Avez-vous des attentes particulières pour le futur ?

Comment vous voyez-vous dans quelques années ?

3. Compte rendu d'une journée à Saint Just avec ASF

Le jeudi 21 novembre, avec Camille, nous avons passé une journée en tant que bénévole sur un chantier participatif au squat de Saint Just. Celui-ci est un « *bâtiment appartenant au Diocèse et occupé depuis le 18 décembre 2018 par un collectif de personnes en demande d'asile, de mineurs non-accompagnés et des solidaires qui partagent leurs combats.* »¹. Le Squat accueille actuellement 320 personnes dont 47 familles, 53 enfants, 150 mineurs. Plusieurs associations étaient présentes dont YesWeCamp, ASF, et Unis-Cité. Plusieurs chantiers étaient à l'ordre du jour : réparation des vitres cassées, réalisation de douches, réparation de la rampe de secours, et réalisation d'un plan de travail pour la cuisine.

Le matin, j'ai travaillé sur le chantier « *réalisation d'un plan de travail pour la cuisine* ». Nous étions guidés par Nathan, un référant de YesWeCamp qui nous a expliqué comment nous allions procéder et quelles techniques constructives nous allions utiliser. Je me suis retrouvée en binôme avec Margaux en service civique chez Unis-Cité. Pendant que nous travaillions, elle m'a expliqué qu'Unis-Cité était une association permettant à des jeunes de s'engager durant une certaine période via un service civique et qu'elle et ses camarades qui étaient présents avec nous sur le chantier s'étaient engagés sur le domaine des « migrants ». Ils venaient alors tous les jeudis à Saint Just pour proposer des activités aux habitants du Squat ou comme aujourd'hui, pour participer à des chantiers de restructuration.

L'après-midi, j'ai rejoint Camille pour le chantier

1. Données du Squat Saint Just.

«réparation des vitres cassées». Nous avons donc mesuré certaines fenêtres, et terminé de découper dans du plexiglass les nouveaux carreaux. Les vitres n'ayant pas eu le temps d'être toutes posées le jour même, nous avons donc pris le temps d'expliquer à Nathan qui allait être présents les deux jours du chantier, où nous en étions et ce qu'il restait à faire avant que l'équipe du lendemain comprenne comment reprendre le travail déjà entamé.

Cette journée d'observation participante a été très riche, elle m'a permis d'observer la relation, l'organisation et le dialogue entre différentes associations. Par exemple, les membres de YesWeCamp étaient plus spécialisés dans la construction. Ils se sont occupés d'apporter les matériaux, les outils, d'expliquer les techniques de constructions, tandis que par exemple ASF s'était occupé, précédemment, de réaliser les plans de secours incendie.

J'ai également pu observer le contact entre les associations et les habitants du squat. Un certain nombre d'entre eux était intéressé par le chantier et ont souhaité venir nous aider même si beaucoup ne parlaient pas français.

4. Compte rendu des rencontres participatives de la société civile, organisée par la fondation Abbé Pierre (travail sur les mots)

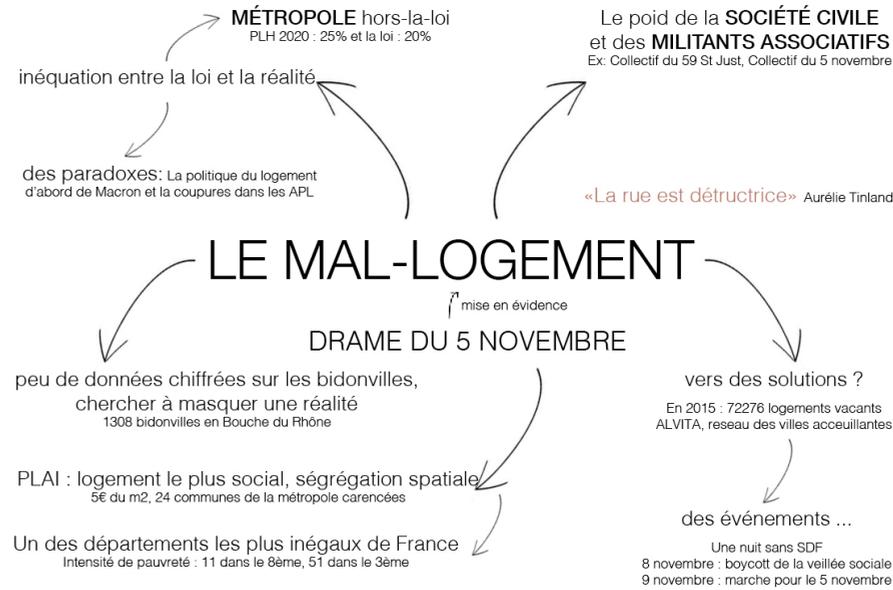
Le 19 octobre 2019, la Fondation Abbé Pierre a organisé les «rencontres participatives de la société civile : agir contre le mal logement». Près de 160 salariés d'associations, bénévoles et représentants de collectifs d'habitants étaient présents. Le matin a fait l'objet d'une présentation, afin de recontextualiser la question du mal logement à l'échelle nationale, puis à l'échelle de la métropole Aix-Marseille. L'après-midi, avec l'ensemble des personnes présentes, nous avons pu échanger et partager nos regards sur l'état du mal logement sur la métropole et élaborer des propositions pour interpellier les pouvoirs publics et tout particulièrement les candidats aux élections municipales et métropolitaines.

De retour en cours, par groupe, nous avons cherché à mettre en forme les idées clés qui ont été évoquées durant ces rencontres, à l'aide d'un travail sur les mots et la réalisation d'organigrammes.

(IN) ACTION

Inefficacité	Mobilisation
Insécurité	Communication
Incohérence	Sensibilisation
Insalubrité	Simplification
Inégalité	Régularisation
Impuissance	Militation
Indignité	Médiation

4.1. La question du mal-logement



4.2. Les acteurs autour des bidonvilles

